

Situation économique

Dans un discours qu'il prononçait l'autre jour, le chef du parti dont je me réclame a déclaré que lors des prochaines élections, l'un des principaux éléments de notre programme électoral serait la création immédiate d'un million de nouveaux emplois. Je sais qu'il s'agit là d'une promesse qui, si elle est facile à faire, n'est pas si facile à réaliser. Comment peut-on arriver à créer un million de nouveaux emplois? On peut recourir à toutes sortes de moyens, monsieur l'Orateur. On peut encourager l'industrie de certaines façons. On ne créera pas d'emplois dans l'industrie des mines. On n'en créera pas non plus dans les industries extractives. On doit créer le gros de ces emplois dans les industries qui font appel à une main-d'œuvre abondante. D'autre part, si on n'arrive pas à créer de nouveaux emplois, monsieur l'Orateur, on doit s'appliquer à conserver ceux qui existent déjà. Si nous avions conservé certains de ces emplois, nous n'aurions pas les ennuis que nous avons actuellement. Nous devons créer de l'embauche dans certaines industries, celles notamment des textiles, de la chaussure, de l'ameublement et de l'électronique. Je trouve que le gouvernement ne fait pas preuve de réalisme lorsqu'il s'efforce de nous faire croire que nos représentants aux négociations de Genève vont tenter de conclure une entente globale.

● (1702)

[Français]

M. Bernard Loiselle (secrétaire parlementaire du ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur le président, il y a évidemment un fond de vérité dans la motion présentée par le député du Parti Crédit Social du Canada. Toutefois, le fait de reconnaître l'état de la situation ne constitue en aucune façon une relance, du moins une certaine proposition pour une relance économique. Évidemment, nous avons entendu les députés de l'opposition dire qu'ils avaient des doutes quant au résultat que nos négociateurs à Genève pourraient obtenir au sujet de la relance économique ou de la restructuration industrielle au Canada. On entend les députés de l'opposition se plaindre ou s'interroger, savoir si on doit être des libres-échangistes ou des protectionnistes. Et on entendait le député de Saint-Jean-Ouest (M. Crosbie), qui n'y est pas allé avec le dos de la cuillère et surtout n'a appuyé ses dires par aucune espèce de données valables, critiquer le très honorable premier ministre qui annonçait la semaine dernière en Nouvelle-Écosse qu'il n'avait pas l'intention de proposer une seule et unique stratégie de développement industriel au Canada, mais une série de stratégies industrielles au Canada. A mon avis, c'est là la seule et unique possibilité qui s'offre à nous, mais à une époque où il devient de plus en plus clair qu'aucun pays industrialisé ne veut se diriger vers le libre-échange, et ce de façon absolue, il est clair que chaque pays doit favoriser plutôt l'approche sectorielle.

Lorsque le ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Horner) parle de «fair trade», je ne crois pas qu'il s'agisse là d'un mot bien gentil et vide de sens, mais bien au contraire. Il faut, je pense, procéder d'abord à une évaluation de nos secteurs industriels au Canada. Il faut voir où se situe notre main-d'œuvre, où elle œuvre actuellement et après une analyse sérieuse, tant avec le patronat qu'avec les syndicats que le gouvernement puisse en venir à la conclusion si oui ou non il y a de l'avenir pour tel ou tel secteur industriel.

Je disais récemment, et cela a énervé quelques industriels de Sherbrooke, je disais qu'il faut se poser, à titre d'exemple, dans

[M. Saltsman.]

le secteur du textile, la question, savoir si en 1990 nous devons avoir au Canada 250,000 emplois ou 150,000 emplois. Et si on en venait à la conclusion que nous ne pouvons pas donner à l'industrie du textile une expansion en terme de nombre d'employés, il nous faut honnêtement envisager la situation et dire: Bon qu'est-ce qu'on fait avec les travailleurs qui normalement se seraient dirigés vers cette entreprise, et s'il fallait diminuer le nombre d'employés déjà engagés dans le secteur industriel, qu'est-ce que l'on fera de ceux qui devront abandonner ce secteur? Mais je ne mentionnais pas qu'il fallait détruire l'industrie du textile, au contraire, et le gouvernement s'est engagé, dans les mesures annoncées il y a plus d'un an, à appuyer cette industrie afin qu'elle puisse connaître une période de trois ou quatre ans où elle pourra, protégée par des mesures tarifaires, se restructurer de façon à devenir efficace, concurrentielle et productrice. Nous annoncerons jeudi une politique en matière de l'industrie de la chaussure. Nous annoncerons de nouvelles barrières tarifaires, de nouvelles protections pour notre industrie locale. L'industrie autant que les syndicats ne doivent pas tirer la conclusion qu'ils seront à tout jamais protégés et qu'ils n'ont pas à se soucier de la productivité à l'intérieur de leur propre secteur industriel.

Ils devront d'un commun accord, je pense, les trois partenaires, le gouvernement, les patrons et les ouvriers, devront se poser la question de savoir comment on rend cette industrie productive. Or, j'ai cité deux secteurs industriels, monsieur le président, parce qu'il est nécessaire de comprendre qu'en se posant ces questions fondamentales, nous comme gouvernement responsable avons choisi l'«approche» sectorielle. Lorsque mon ministre parle de «fair trade», c'est qu'après nous pourrions mandater et confirmer le mandat de nos négociateurs à Genève dans le sens justement de cette évaluation sectorielle à laquelle nous procédons actuellement.

Ceci dit, il faut quand même voir qu'il y a des lacunes. Si on parle du textile et de la chaussure, je pense qu'il faut également se poser la question de savoir comment au Canada il est possible de transformer davantage notre matière première, comme le député d'en face tantôt parlait du Pacte de l'automobile, et je crois que la seule divergence de vues que nous avons ensemble, ce sont les données sur lesquelles il appuie ses dires. Le ministre de l'Industrie et du Commerce parlait récemment des statistiques à la Broadbent, et je pense qu'il avait un peu raison, parce que moi-même je me suis interrogé sur les statistiques et les chiffres donnés par le chef du parti néo-démocrate, et en aucun endroit, même pas chez les gens de l'entreprise, on ne partage ses dires mais on partage plutôt les statistiques utilisées par le gouvernement. Or, je pense qu'il faut partir au moins des mêmes données si l'on veut en arriver à une solution efficace.

Monsieur le président, une autre industrie est en perte de vitesse actuellement au Canada. C'est celle du tourisme. On a au moins une bonne nouvelle, à la suite des négociations, des interventions des divers ministres du gouvernement fédéral. On a tout lieu de croire que le gouvernement américain amendera sa loi qui empêche la tenue de congrès sur le territoire canadien. Sera exempté de toutes taxes ou de toutes restrictions tout le continent nord-américain, dans ce sens que les Américains pourront continuer comme auparavant à tenir des congrès chez nous, et ça créera de l'emploi au Canada.